

Saint-Etienne du Rouvray



Lors des élections municipales, nous avons proposé aux électeurs une liste leur permettant de dire leur opposition à l'austérité de Hollande.

Philippe BRIERE et Noura HAMICHE ont été élus avec 15,1% des voix. Merci à nos électeurs et électrices.

Nous serons vigilants-e-s et intransigeant-e-s sur nos valeurs anticapitalistes, de solidarité, de partage des richesses, d'écologie et de démocratie.

Nous étudierons les propositions de la majorité et nous ferons les nôtres. Nous serons à l'écoute des habitants, nous rendrons compte de notre action, notamment avec ce bulletin.

La politique d'une commune dépend de ses finances : nous combattons les coupes budgétaires imposées par le gouvernement et le département comme les taux d'intérêts exorbitants des banques.

Nous refusons le « pacte de responsabilité », cadeau de 35 milliards aux grands patrons au détriment de la protection sociale, nous dénonçons les 50 milliards d'économie, dont 11 milliards pris aux budgets des collectivités locales.

En s'attaquant aux plus pauvres et en se mettant au service des plus riches, le gouvernement Hollande -Valls ne fait qu'ouvrir la route à la droite et au FN.

Alors, vite, construisons un front de lutte avec tous ceux et celles qui refusent l'austérité. Dans nos quartiers, nos entreprises, de notre ville à l'Europe entière, prenons notre destin en mains!

Vraiment à gauche !

Mai 2014

Des éducateurs, pas des caméras !

L'an dernier, alors que le département supprimait la moitié des crédits à la Prévention spécialisée, celle-ci a été l'instrument d'une polémique entre le PC et le PS.

A Saint-Etienne, le PC refusait, à juste titre, de compenser les crédits refusés par le Conseil Général. Le PS lui reprochait alors de dépenser trop pour une aire de jeux pour les enfants ! Maintenant, ensemble, ils soutiennent la mise en place de caméras sur la ville.

Le coût de ces caméras équivaut au salaire d'un éducateur ou d'une éducatrice pendant un an et demi.

Pendant ce temps, l'ASPIC (association stéphanoise de prévention individuelle et collective) fonctionne difficilement, obligée de réduire son personnel et ses activités.

Il serait temps qu'on prenne ces questions au sérieux. La prévention spécialisée est indispensable à l'émancipation de nombreux jeunes, au mieux vivre des familles. Sa mission doit rester autonome des institutions. Elle ne doit pas être sommée de réduire son activité à une catégorie d'âge (11-18 ans) sans faire le lien avec l'environnement familial et social.

La prévention doit primer sur la répression. Il faut vite que tous les moyens de l'ASPIC soient rétablis et pérennisés !

**Bulletin des élu-es et de l'équipe
Saint-Etienne Vraiment à gauche !
soutenue par le**



Stop à la désertification commerciale !

De nouveaux quartiers sont construits, la plupart du temps sans commerces.

Le « Mutant » du Château Blanc, racheté par Leader Price (groupe Casino), va fermer. Ses employés vont aller rejoindre les files d'attente de Pôle Emploi. Pourtant, la diversité des commerces de proximité est un atout pour le « vivre ensemble ».

Les petits centres commerciaux comme celui de la rue Renan sont aussi des lieux de rencontre des habitants et une opportunité pour les habitants les plus pauvres et ceux qui ne peuvent se déplacer chez Leclerc.

Ne laissons pas la loi du profit imposer sa vision de la ville.

Leur Europe...

Dans sa tribune au Stéphanois du 17 avril, le Parti socialiste se félicite de la création d'un SMIC en Allemagne. Il oublie que ce sous SMIC, inférieur au SMIC français, arrive après dix ans de précarisation, de baisse du « coût du travail » et de casse des retraites menées par le gouvernement social-démocrate de Schröder.

Le PS dédouane le gouvernement Hollande de sa politique d'austérité, « imposée par Bruxelles ».

Il oublie que la Commission de Bruxelles est nommée par les gouvernements. Il oublie qu'en 2005, la Constitution européenne ultralibérale, antisociale et antidémocratique a été refusée par référendum, mais qu'on nous l'a imposée par la suite avec le concours des parlementaires socialistes!

Il oublie les décisions économiques rétrogrades et antisociales votées par le PS au Parlement européen.

Il oublie que le Pacte budgétaire qui impose l'austérité à toute l'Europe a été signé par Hollande dès le lendemain de son élection.

Alors si l'Europe impose l'austérité, cette Europe est celle qu'a voulu le PS.

Les gens du voyage... voyagent !

Et quand ils s'arrêtent, il leur faut des espaces disponibles.

Dernièrement, des Gitans s'étaient installés sur un terrain destiné à la construction de 126 logements. La mairie a porté plainte et les caravanes sont parties sous la menace de la justice et des forces de « l'ordre ».

La loi impose à toutes les communes de prévoir des espaces d'accueil pour les gens du voyage. On ne peut pas dire que l'agglomération rouennaise en soit saturée. Il y a un centre d'accueil à Sotteville, chemin du halage, mais il est archi plein. Chaque commune doit prendre sa part. A Saint-Etienne, il ne manque pas d'espaces aménageables. Une étude de faisabilité a été effectuée en 2011. Quelles en sont les résultats? Qu'attend la commune pour construire un centre d'accueil ? Hubert Wulfranc, désormais vice président de la CREA en charge des gens du voyage devra proposer des réponses au niveau de l'agglomération.

Défendons nos écoles publiques !

L'inspection académique souffle le chaud et le froid sur la vie scolaire de Saint-Etienne.

Ouverture de deux classes maternelles à Pergaud et Robespierre, création d'un poste supplémentaire d'enseignant à Macé, mais fermeture d'une classe dans cette même école ! Le compte n'y est pas. Il est indispensable de renforcer l'école publique dans notre ville. Cela est d'autant plus important que la réforme des rythmes scolaires perturbe élèves, parents et éducateurs et qu'une campagne de dénigrement et de calomnies est menée par des groupuscules intégristes catholiques et islamistes soutenus par la droite et le FN. Il faut réaffirmer la priorité à l'école publique et à l'enseignement de l'égalité entre hommes et femmes.

Mais qu'allait donc faire Hubert dans cette galère ?

Aux municipales de Sotteville, le PS s'est déchiré entre Pierre Bourguignon et Luce Pane. Nos camarades de Sotteville à gauche vraiment ont décidé de ne pas choisir entre le PS et son double et de faire une liste indépendante, opposée à la politique du gouvernement. La fédération de Seine Maritime du Parti Communiste a choisi de soutenir Luce Pane qui, comme députée a déjà voté de nombreuses lois anti sociales ! Le Parti Communiste de Sotteville a choisi de figurer sur la liste Bourguignon. Et on a pu voir notre maire Hubert Wulfranc sur les marchés de Sotteville soutenir cette liste !

Bourguignon a été battu, mais le PCF se vante d'avoir 2 élus parmi les 6 conseillers de la liste Bourguignon. Un succès peu glorieux.

Que venait faire Marine Le Pen le 4 mai au marché de Sotteville-les-Rouen ?

Soutenir les deux élus FN de Sotteville, muets comme des carpes au Conseil municipal ?

S'excuser auprès de ceux qui se sont fait enrôler malgré eux sur la liste FN à Grand-Quevilly ?

Expliquer pourquoi les maires FN expulsent la Ligue des Droits de l'Homme de ses locaux, ou veulent priver de subventions la FCPE et la CGT ?

Non, elle venait présenter sa candidature aux européennes.

Depuis des années, ce parti répand la haine, la division et le chacun pour soi.

Il cherche à diviser les classes populaires selon l'origine, la nationalité ou la religion des uns et des autres. La représentante de la famille du millionnaire Le Pen n'avait donc rien à faire à Sotteville, commune populaire qui s'est toujours mobilisée pour la fraternité, la solidarité et la justice sociale.

C'est pourquoi 150 personnes, citoyens et citoyennes, membres de partis de gauche ou de syndicats l'ont raccompagnée à la sortie du marché. Les membres du FN, protégés par les CRS, n'ont pas pu se retenir et ont notamment violemment frappé notre camarade Philippe Brière, conseiller municipal à St-Etienne.



Le conseil municipal a désigné une commission d'appel d'offres chargée d'étudier les propositions et devis faits par les entreprises pour les travaux et prestations envers la commune. Nous serons attentifs à la plus complète transparence de cette commission. En effet, de nombreuses entreprises capitalistes prospèrent sur les fonds publics. Certaines s'en sont fait une spécialité : Véolia, Decaux, des entreprises de travaux publics...

Tant que ne sont pas nationalisées ces sociétés, il sera nécessaire de les contraindre à privilégier la qualité de leurs prestations, le traitement social de leurs salariés, leur respect de l'environnement plutôt que les dividendes versés à leurs actionnaires.

Malaise au Conservatoire ?

Depuis quelques temps, les nuages s'amoncellent au-dessus du conservatoire. La fermeture de l'espace Désiré sur des créneaux horaires, pourtant bien pratiques pour permettre au maximum d'élèves de prendre leurs cours (notamment le samedi après-midi, en semaine sur le temps de midi, et un soir par semaine à la rentrée prochaine) risque d'entraîner la disparition de nombreux enseignements.

La nouvelle politique tarifaire au forfait a découragé également certains élèves pratiquant plusieurs instruments. Cela n'est pas sans conséquences sur le maintien des postes des enseignants contractuels et sur la répartition du temps de travail des titulaires.

A cela s'ajoute la réorganisation des cursus et une forme inédite de pression à la réussite... loin de l'esprit d'ouverture qui a toujours animé le conservatoire.

Cela passe mal chez la grande majorité des enseignants, dont l'expérience et les savoir-faire ne sont plus du tout pris en compte... Et pour celles et ceux d'entre eux qui protestent face à la remise en cause d'un service public culturel de qualité, il devient difficile de se faire entendre voire il devient risqué de se manifester.

Il semble urgent que le dialogue soit restauré au sein du conservatoire et qu'aucun habitant de la commune, quel que soit son âge ou ses revenus, ne soit écarté de la pratique de la musique.

Election européenne : cela nous concerne !

C'est la même politique qui est menée par les gouvernements de droite comme de gauche à travers toute l'Europe. Les différents États, de même que l'Union européenne qui est leur création, sont au service du grand patronat et des financiers. Ils n'ont qu'un seul objectif : nous faire payer la crise.

De même que nous combattons le gouvernement français et sa politique, nous voulons en finir avec celle de l'Union européenne, avec ses traités, institutions et directives, car elle n'est que l'union des bourgeoisies européennes contre les travailleurs de tout le continent.

Ceux qui, comme le FN, prétendent que nous pourrions être protégés par les frontières, autrement dit par le gouvernement et les patrons français, mentent aussi grossièrement que ceux qui prétendent rendre l'Union européenne "sociale". Le retour au franc ne rendrait pas nos fins de mois moins difficiles, et les frontières ne protègent pas les travailleurs : elles les divisent. La seule solution est la solidarité et la convergence internationale des luttes.

Le 25 mai, voter pour La liste « Pour une Europe des travailleur-euses et des peuples, Envoyons valser l'austérité et le gouvernement ! » conduite par Christine Poupin et soutenue par le NPA sera une occasion d'exprimer notre colère contre le gouvernement et ce système capitaliste qui broie nos vies.

Meeting régional de la liste : jeudi 22 mai à 19h30 à Rouen (Halle aux Toiles).

Bientôt, en juin, une **REUNION PUBLIQUE**

avec Philippe Brière, Noura Hamiche

et l'équipe de Saint-Etienne Vraiment à Gauche!

Nous vous informerons de la date et du lieu dans notre tribune du Stéphanois dès que nous disposerons d'une salle.

Saint-Etienne du Ronvray

Vous voulez nous contacter, rejoindre notre équipe, ou simplement nous écrire...

ser.vraimentagauche@gmail.com

Tél: 07 82 06 93 52



Vraiment à gauche !

**Bulletin des élu-es et de
l'équipe
Saint-Etienne Vraiment à
gauche !
soutenue par le**

